

La Coordination des assemblées générales de 2010 Une contestation enracinée ?

Daniel Vidal

A lors que le mouvement social contre la réforme des retraites s'éteignait tout doucement fin 2010, une autre dynamique s'installait. C'est celle des collectifs issus d'une lutte ressentie comme trahie par les syndicats majoritaires.

La lutte contre la réforme des retraites qui se déroula tout au long de l'année 2010, et particulièrement au cours des mois de septembre à novembre, fut victime de ses propres limites. Le syndicalisme français, on le sait, se distingue par une division forte, un taux de syndiqués très faible¹ mais avec une capacité à mobiliser assez étonnante². Autre limite, celle de l'intersyndicale, paradoxalement. En espaçant les journées de grèves et manifestations, au lieu de chercher une protestation ramassée dans le temps, l'intersyndicale rata l'objectif de faire changer la décision du gouvernement Sarkozy-Fillon. Cette stratégie, qui ne peut pas s'expliquer que par la difficulté à unifier des points de vue aussi différents que ceux des confédérations syndicales CFDT et Solidaires par exemple, souligna les hésitations sur le terrain. Des secteurs traditionnellement combattifs (dans le public : cheminots, postiers, hospitaliers...) furent moins présents ; si le secteur privé a fortement soutenu et participé au mouvement (ce sont les travailleurs des raffineries qui ont tracé le sillon de la révolte), cela ne fut cependant pas suffisant pour que le mot d'ordre de « grève générale » se concrétise.

Avec des variantes locales, des radicalités s'affirmèrent autour de la revendication de « grève générale », et ne trouvèrent pas d'expressions dans le mouvement « officiel ». Se dégagèrent alors, assez tôt, des tentatives de réponses à cette radicalité qui s'exprimait ici ou là, et de

1. www.charentelibre.fr/2010/11/06/les-adhesions-syndicales-en-hausse,1005105.php
2. <http://www.acrimed.org/article2415.html>



façon parfois massive (blocages de l'économie, confrontations avec la police, occupations de voies ferrées ou de voies routières, solidarité financière avec les grévistes...). Cela mérite que l'on s'y arrête.

La frustration générée par un manque évident d'en découdre des confédérations, trouva son débouché dans des assemblées générales ouvertes. Ces «AG» avaient déjà été mises en œuvre dans d'autres mouvements comparables (1995...). On peut affirmer qu'une mémoire existe depuis, et a permis à ces AG de se créer très tôt, en 2010, sur un mot d'ordre pourtant issu du mouvement « officiel » de protestation : « On ne lâche rien ! ». Cette réactivité, appuyée par l'internet³, est originale. Ce sont là des tentatives de pallier aux limites du syndicalisme officiel en décloisonnant les catégories sociales et professionnelles. Elles sont aussi des outils où la démocratie directe, le pluralisme et l'autogestion (même en recherche) combinent la radicalité et la combativité, en l'absence de consignes et de bureaucrates syndicaux. C'est de la réappropriation qui dit son nom.

Au moment où cet article est écrit, deux rencontres nationales ont eu lieu. La première «AG des AG» se déroula le 6 novembre à Tours. Trente comités locaux s'y rencontrèrent. Le 27 novembre, c'est le Collectif de Nantes qui organisa une seconde rencontre nationale. Là, on recensa 36 comités locaux, 22 étant présents. La dernière «AG des AG» s'est tenue à Chambéry le 22 janvier 2011, organisée par le collectif local «Chambé en lutte» (voir compte rendu plus bas). Ces rencontres permettent de dégager quelques traits communs, à relativiser en fonction des situations locales.

Dénoncer les renoncements syndicaux ou politiques jugés responsables de la défaite de 2010 est une réaction forte qui agrégea les dissidences pour susciter ces comités. Pour certains syndicalistes participant activement aux « comités interpro », c'est peut-être l'aveu que l'espace n'existe pas dans leurs confédérations pour exprimer une opposition. D'autres, déjà positionnés comme critiques par rapport au syndicalisme dominant, veulent sans doute côtoyer une certaine fraîcheur dans le combat social. Ce faisant, ils rendent visibles des baisses de combativité interne mais aussi des impuissances face aux lignes confédérales jugées trop conciliantes. Un dialogue s'instaure alors dans les comités locaux entre les « non encartés » et les militants d'organisations syndicales ou politiques. Les « indépendants » sont souvent critiques sur la nature même de l'outil syndical et politique, ou s'en considèrent exclus du fait de leur statut (travailleur indépendant ou précaire, chômeur). Les femmes sont très présentes dans ces collectifs. Et pour les non syndiqués, leur participation à ces collectifs relève de la nécessité de partager, s'associer et trouver les moyens pour prolonger leur combat.

Il faut donc insister pour dire que ces comités ne sortent pas complètement du cadre syndical et politique : des organisations syndicales (surtout sections Sud, CNT et CGT) ou politiques aident (prêts de locaux, tirages de tracts...). Ces comités représentant une forme d'auto-organisation en réactivité à une ligne droitiste du mouvement social, on y retrouve donc la frange de militants politiques en recherche de nouveaux espaces de luttes et d'élaborations : les militants du NPA, d'Attac et les anarchistes, par exemple, sont de ceux-là.

Les moyens mis en œuvre sont nombreux et divers, au cours du mouvement social et depuis : constitutions

3. <http://www.onnelacherien.org/>

de cortèges spécifiques, occupations de rue lors des fins de manifestations, convocation et organisation d'assemblées générales ouvertes, collectes aux péages d'autoroutes, occupations de sites, pièces de théâtre de rue, charivari nocturne, soupes et manifs de nuit, sites internet, journaux locaux... La créativité et la réactivité sont de mise, avec l'apprentissage mutuel, en opposition des traditionnels modes d'action des institutions protestataires.

L'objectif est clairement affiché; en plus de signifier que le combat issu des protestations contre la réforme des retraites n'est pas terminé (message envoyé tant aux élites qu'aux organisations syndicales majoritaires), il y a aussi le désir de se préparer aux prochains chantiers de «réformes» gouvernementales, comme celui de la Sécurité sociale. Le combat continue, et ces collectifs, à leur échelle, sont une tentative de ne pas faire retomber la pression et la conflictualité sociale, tout en se voulant un trait d'union entre de grands mouvements d'ensemble.

Cette émergence de collectifs de luttes est nouvelle par son ampleur, son ancrage et sa réactivité. C'est ce qui en fait l'originalité forte. Même si elle ne dissout pas la prégnance de la culture syndicale et politique souvent rejetée, cette façon, qui se veut pérenne, de s'associer dans le dialogue est inédite. L'internet a incontestablement aidé à cela. Mais aussi les rencontres nationales. Il y a bien là une volonté largement démontrée de structurer un mouvement social qui échapperait aux pesanteurs et illégitimités des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier. Il est possible d'avancer que dorénavant, plus aucun mouvement social ample ne verra le jour sans ces espaces contestataires.

Toutefois, les semaines à venir seront déterminantes pour l'avenir de la

coordination des AG. On note, en effet, une nette baisse des collectifs encore actifs. Et parmi ceux qui le sont, une baisse nette des militants, donc des moyens mis en œuvre. Issus d'une contestation «officiellement» enterrée, ils peinent à trouver le terreau pour continuer à croître. C'est pourquoi, ils s'emparent de sujets plus politiques comme la célébration des «morts au travail» le 11 novembre 2010, ou la lutte contre la loi LOPPSI 2. Cette ténacité à penser qu'il faut préparer les prochaines batailles en se coordonnant, sans attendre de miracles des présidentielles de 2012, tout en pratiquant activement le pluralisme d'opinions et de pratiques, dans une affirmation de type autogestionnaire, est un exemple frappant d'une émergence sociale et politique qui devrait durer et s'ancrer.

La troisième rencontre de Chambéry

La troisième rencontre des collectifs (ou AG) issus des mobilisations sociales de 2010 fut organisée le 22 janvier 2011 par le CUIC, le Collectif Unitaire Interpro de Chambéry. Cette nouvelle réunion d'ambition nationale constitue donc une photographie de l'état du mouvement.

Soixante-dix personnes se sont retrouvées. Il fallait s'y attendre, le nombre de collectifs représentés était en forte chute par rapport aux rencontres antérieures. Peut-être le lieu (excentré?) a-t-il joué? Hormis les organisateurs, les villes de Nîmes, Tours, Rennes, Saint-Étienne, Cognac, Albertville, Lyon, et Vaulx-en-Velin étaient présentes. Le Collectif «AG de Nîmes» représentant les comités de Sète et Alès, il manquait également Le Havre, Montpellier et Angoulême qui n'avaient pas pu se déplacer. Il faut relever qu'il existe des rapprochements comme dans le Languedoc (Nîmes-Alès-Sète) ou encore Cognac-Angoulême-La Rochelle

et Saintes. Pour autant, la chaleur de l'accueil et la bonne humeur des participants permirent que se maintienne une perspective dynamique.

Toutes nées du mouvement contre la « réforme » des retraites, il faut quand même noter que certaines « AG » sont plus anciennes, comme celle du Havre, issue de la lutte contre le CPE. Ce collectif se réactive selon les besoins. Ce mode de fonctionnement, avec mise en veille, est probablement celui qui est choisi par nombre de collectifs locaux. Cela indique donc que les réseaux créés peuvent rapidement resurgir ; on est bien là sur des modes inédits d'organisation de la contestation sociale et politique, de dimension assez importante, et qui donneront peut-être une résurgence forte et moins improvisée lors d'un prochain épisode de la guerre sociale. Et cette mise en veille est en même temps un constat lucide des limites de ces collectifs et de leur mode d'intervention. Mais la coordination ne cherche pas à forcer les choses en maintenant artificiellement des comités locaux. D'ailleurs, ce n'est pas sa vocation.

Justement, sa vocation, il en fut beaucoup question lors de cette rencontre nationale. Certains comités (Tours, Rennes...), porteurs de mandats, durent se confronter à des approches différentes ; selon le collectif chambérien, par exemple, les collectifs étant pluralistes, les individus

présents ne peuvent représenter qu'eux-mêmes. Les rencontres nationales ne peuvent donc être que des outils d'échanges et de coordination, pas de décision. Cette vision fut contre-argumentée par les collectifs de Tours ou Rennes. Et cela n'empêcha pas les Rennais de faire part d'une proposition visant à réaliser une sorte de cartographie des ressources diverses disponibles pour de futures tensions sociales (nourriture, locaux, matériel...). Autres pistes d'investissement : la commémoration de la Commune de Paris, les sommets du G8 et G20.

Au final, se dégagait l'idée que les collectifs locaux peuvent s'affranchir des tutelles syndicales, tout en maintenant un lien fort avec les activistes du monde du travail, incontournables dans ce nouveau mouvement. La recherche permanente de nouvelles idées et modalités d'actions doit se combiner avec la nécessité d'être sur le terrain local, au contact des gens, sans attendre le début de la partie sifflée ou non par les confédérations majoritaires. Le sentiment que la condamnation du capitalisme et la lutte contre les « réformes » sociales doivent être les objectifs, montre que, peut-être, ces comités inventent une nouvelle forme de syndicalisme révolutionnaire. Prochaine rencontre à Nîmes.

Daniel Vidal